

Venezuela: la droite progresse dans les grandes villes

07-12-2008

L'opposition a gagné les Etats de Zulia et Miranda, la ville de Maracaibo ainsi que la mairie principale de la capitale vénézuélienne. En laissant de côté certains facteurs primordiaux, la défaite électorale subie par la révolution bolivarienne peut s'expliquer par les éléments suivants :

- L'absence d'une politique gouvernementale cohérente dirigée vers la construction d'un mouvement ouvrier classiste et révolutionnaire. Nous avons affaire à la première révolution socialiste dépourvue de mouvement ouvrier. Les dirigeants du processus révolutionnaire n'ont pas la moindre réflexion sur l'importance d'avoir un mouvement ouvrier organisé et consolidé qui l'appuierait et servirait de base au processus révolutionnaire. En dix ans de révolution, de très mauvaises décisions ont été prises, par exemple au cours de la période où J.R. Rivero dirigeait le ministère du travail. Elles ont eu des répercussions désastreuses sur le mouvement ouvrier à travers tout le pays. Il n'y a pas de définition des mécanismes de participation des travailleurs au sein des entreprises étatiques et dans la conduite démocratique de celles-ci (PDVSA (industrie pétrolière), Pequiven, électricité, charbon, CANTV (télécommunications), etc...). En même temps ces décisions continuent à faire prévaloir une vision ouvertement technocratique et néolibérale dans la conduite interne de ces mêmes entreprises, et les tendances classistes et révolutionnaires sont isolées. Dans les grandes villes et dans les états les plus peuplés, il existe une considérable classe industrielle et des travailleurs salariés vis à vis desquels le gouvernement vénézuélien ne présente pas de politique claire d'inclusion à l'intérieur du projet révolutionnaire. De plus, des tendances anti-ouvrières et anti-syndicalistes persistent au sein du gouvernement, et cette réalité peut expliquer la conduite électorale d'importants secteurs de travailleurs.

- L'absence de politique claire vis à vis des universités autonomes, lesquelles ont été abandonnées à la droite, avec les ressources du gouvernement national. Pendant que les missions éducatives se portent vers les secteurs les plus défavorisés de la population, la classe moyenne urbaine, très proche du secteur universitaire, reste totalement extérieure à la stratégie politique du gouvernement révolutionnaire. Le grand impact socio-culturel qu'ont les universités autonomes dans leurs régions respectives a été sous-estimé par le gouvernement et jusqu'à maintenant il continue à octroyer un budget de plusieurs millions à ces institutions, sans établir le moindre type de contrôle, ni même de politiques alternatives au sein de celles-ci.

- La forme de construction du PSUV [parti de Chávez], reprend les mêmes voies clientélistes de la vieille partitocratie. Dans les grandes villes se développe depuis les années 1980 une critique envers les partis et leur rôle de « confiscateur » de la souveraineté populaire. Ces populations des communautés populaires des grandes villes vénézuéliennes voient d'un oeil très critique qu'à l'intérieur de l'avant-garde du processus révolutionnaire se sont reproduites les mêmes erreurs qui justifiaient la révolte populaire de février 1989 et tout le processus politique postérieur qui a conduit au triomphe de Chávez en 1998.

- La déroute électorale de Zulia remet en cause 8 années de gestion développées par Di Martino à la mairie de Maracaibo, comme la politique sociale impulsée depuis de puissantes institutions telles que Corpozulia et PDVSA. Ce sont des entités gouvernementales qui gèrent des millions de tonnes [de pétrole brut] et dont la traduction socio-politique a été l'érosion du vote en faveur de la révolution. La toute-puissance dont ont joui ces autoqualifiés gourous de la révolution pendant toutes ces années est en décalage total avec la faiblesse des résultats obtenus.

- Le chavisme tente de ressembler à l'opposition bourgeoise. Il essaie de gagner la sympathie des représentants du capital national et international (voir les exemples pathétiques de Di Matrino et Diosdado). Le peuple a voté en conséquence, préférant aux dirigeants traditionnels de la bourgeoisie nationale au lieu de voter pour des piètres imitations de la politicaillerie de la IV^e République.

- N'avoir pratiquement pas corrigé les éléments identifiés il y a un an comme les causes de la déroute électorale du 2 décembre dernier. La consigne des « 3R » a fini par se vider de son sens. Aucune institution n'a appliqué les ajustements dans le cadre d'une réflexion, d'une révision ou d'une rectification qui ne fut jamais réellement exécutée.

Les résultats électoraux marquent une tendance à l'érosion de l'appui populaire du chavisme dans les principales villes du pays. Si cette tendance ne change pas, les prochaines élections en 2010 et 2012 pourront confirmer ces véritables déroutes du processus révolutionnaire. Il est temps de faire attention à ce phénomène puisque ce pourrait être la base pour que le capitalisme mondial renverse la révolution bolivarienne par le vote, sans nécessairement recourir au coup d'Etat ou à une intervention extérieure. Roberto Lopez Sanchez (militant du Parti Socialiste Unifié du Venezuela et membre du syndicat Union Nationale des Travailleurs), *Rebellion*, 27 novembre 2008. <http://rebellion.org/noticia.php?id=76617> Traduit par Raph pour <http://amerikenlutte.free.fr>